

**IMPUNITÉ
TOTALE**

Le Népal s'enfoncé un peu plus dans la crise politique après le renvoi des élections. Le respect des accords de paix de 2006 est une illusion. Les criminels de guerre ne sont pas inquiétés.

Processus de paix paralysé au Népal

THIERRY JACOLET

L'homme habillé en blanc est attaché au pied d'un arbre. Il est à genoux, les yeux ouverts, comme s'il implorait ses agresseurs. «C'est mon père Mukti-nath», dit Suman Adhikari, 36 ans, en montrant la photo qui a fait la une d'un magazine népalais en 2002. Cet enseignant d'une école secondaire dans le district de Lamjung a été exécuté le 16 janvier de cette année-là par des cadres maoïstes. «Ils lui ont demandé d'arrêter d'enseigner le sanskrit et de leur verser un quart de son salaire. Il a refusé...», glisse Suman Adhikari.

Chantage, menaces, exécutions: la guérilla rouge a terrorisé la population durant les dix ans de guerre civile. Mais, en face, les forces royalistes ont aussi du sang civil sur les mains. Les combattants ont rangé les armes en 2006. Sur un lourd bilan: entre 14 000 et 17 000 morts, près de 1 400 personnes portées disparues, sans parler des milliers de personnes torturées.

«La guerre continue»

Les accords de paix ont été signés il y a six ans, mettant un terme au conflit. Officiellement. «On ne tue plus les gens, mais la guerre continue dans les têtes», rectifie Suman Adhikari, de passage en Suisse à l'invitation de Peace Brigades International, une ONG qui soutient les défenseurs des droits de l'homme au Népal. «La souffrance est encore la même pour les victimes. Le grand problème, c'est l'impunité totale qui prévaut. Les gens qui ont tué mon père n'ont jamais été jugés. Tout comme les autres maoïstes qui ont commis des exactions contre les civils. On veut connaître la vérité.»

Cette passivité gouvernementale paralyse le processus de paix. Il faut lire que le pays est déchiré par les luttes partisans pour le pouvoir politique. Dernier rebondissement en date, le report aux calendes grecques de l'élection de l'Assemblée constituante, attendue depuis quatre ans (voir ci-contre).

Les accords de paix de 2006 devaient offrir un socle solide à la transition démocratique et fédérale de ce pays de 26,5 millions d'habitants. Ils n'ont pas tenu leurs promesses.

C'est que les maoïstes, entre-temps, sont sortis du maquis pour reprendre le pouvoir lors des élections de l'Assemblée constituante en 2008.

Les Commissions vérité et réconciliation qui devaient naître des accords n'existent que sur le papier. «Elles ne menent pas d'enquête contre les auteurs



La guerre est finie depuis 2006. Mais elle continue dans les têtes des Népalais: les victimes des crimes commis durant le conflit attendent toujours que justice soit faite. KEYSTONE



«Les gens qui ont tué mon père n'ont jamais été jugés»

SUMAN ADHIKARI

des crimes durant la guerre», déplore Suman Adhikari qui, exaspéré, a fini par créer en 2003 une ONG, Terror Victim Orphaned Society (TOV-Nepal) qui dénonce les violations des droits humains. Aucun auteur d'exactions contre les civils ne croupit derrière les barreaux. Le gouvernement les a amnistiés avec une loi en 2008, prétextant que ce sont des crimes politiques. Un des rares procès qui a abouti à un verdict est celui du parlementaire maoïste Bal Krishna Dhungel. Reconnu coupable par la Cour suprême, il a été condamné à la prison à vie pour un crime commis en 1998. Mais le président l'a amnistié en 2009. Il siège aujourd'hui tranquillement à l'assemblée... La corruption qui

sevit à tous les étages de l'édifice étatique n'arrange rien. «Les auteurs des crimes sont aujourd'hui politiciens, fonctionnaires d'Etat et ils ne sont pas inquiétés», insiste Suman Adhikari. «Les accords de paix avaient pourtant exprimé les engagements du pays pour la justice en faveur des victimes du conflit et pour le respect des droits de l'homme.»

Solder les comptes

Paul Grossrieder, ancien directeur du CICR et membre du conseil de fondation de l'hôpital Nicole Niquille, à Lutk, ne s'étonne pas de la passivité des autorités: «On ne pouvait pas attendre des maoïstes qu'ils créent des tribunaux pour condamner les leurs. L'impunité existe. Les maoïstes veulent tourner la page. Il y a comme une entente générale plus ou moins tacite au niveau politique de ne pas poursuivre

les auteurs de crimes.» En blanchissant les auteurs de violations des droits de l'homme durant la guerre civile, le gouvernement veut solder les comptes et repartir sur de nouvelles bases.

Les victimes sont ainsi privées de tout accès à la vérité, à la justice et à d'éventuelles réparations.

Des éléments centraux des accords de paix (rédaction d'une nouvelle Constitution, gouvernement par consensus, protection des droits de l'homme, mécanismes de justice pour surmonter la guerre civile...), seul le «recyclage» des rebelles maoïstes a été concrétisé jusqu'ici. Sur les 19 600 combattants inscrits dans les cantonnements, 1 460 ont été intégrés dans l'armée népalaise et pour le reste réhabilités ou mis à la retraite.

«Le gouvernement a versé 200 000 roupies (ndlr: 2 100 francs suisses) à chacun, alors que les victimes n'ont droit à rien», précise le militant népalais. C'est ce qui s'appelle s'en tirer à bon compte. I

BLOCAGE POLITIQUE SANS ISSUE

Encore une occasion ratée! L'élection d'une Assemblée constituante prévue le 22 novembre dernier a été renvoyée par le premier ministre Baburam Bhattarai au printemps 2013, au plus tôt. L'unique corps démocratique du pays avait été dissous en mai dernier, les partis ayant échoué à voter une nouvelle Constitution attendue depuis quatre ans. Résultat, le Népal se trouve plus que jamais dans l'impasse politique.

Les progrès ébauchés réalisés entre 2006 et 2008 ont été effacés par une succession d'échecs: élections différées à plusieurs reprises, délai de rédaction de la Constitution sans cesse prolongé, démissions en série des premiers ministres. De quoi faire capoter le passage d'une monarchie autocratique à une république démocratique pluraliste.

Les accords de paix de 2006 devaient offrir un cadre solide à cette transition. Gros leurre. Le processus de paix est au point mort. La faute à l'incapacité pathologique des partis politiques à accorder leurs violons sur le futur du pays. Les communistes maoïstes (PCN-M) détiennent depuis 2008 plus du tiers des 601 sièges à l'Assemblée constituante. Mais ils se heurtent principalement à l'opposition emmenée par le Parti du Congrès népalais (CN).

Ils s'écharpent surtout autour de la question de la structure d'Etat fédérale à définir dans la Constitution. Les maoïstes défendent l'idée d'une base ethnique, tandis que les partis traditionnels veulent une fédération qui ne touche pas les castes. «Les maoïstes cherchent à gagner du temps sur une Constitution qui les jetterait hors du pouvoir», éclaire Brigitte Steinmann, professeur en anthropologie sociale à l'Université de Lille et spécialiste du Népal.

Le Népal peut-il basculer dans la violence avec de nouvelles élections à l'horizon? La marmite bouillonne entre le blocage politique, la pauvreté, les inégalités sociales croissantes et les 46% de chômage. Raul Grossrieder, ancien directeur du CICR, craint une augmentation du nombre d'actions violentes ponctuelles de la part de maoïstes ou de jeunes marxistes dans des régions éloignées du pouvoir. TJ